ADV.

2-8 IV 1959

Coordination (2)

L. 6602/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 19 mars 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au grade de rédacteur comptable et de commis comptable au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 13 avril 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e maart 1959 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de graad van opsteller-rekenplichtige en van klerk-rekenplichtige bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 13e april 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a un double objet :

1° il classe dans une des quatre catégories prévues par l'article 3 du statut des agents de l'Etat, le grade de rédacteur-comptable et le grade de commis-comptable;

2° il règle l'avancement à ces deux grades.

I. En réservant la faculté d'être promus aux grades de rédacteur-comptable et de commis-comptable à des agents déjà en fonctions au service de la comptabilité de la direction générale des services généraux, le projet établit, en application de l'article 21, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939, une barrière à l'avancement de grade entre le service indiqué et les autres services du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Le règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, établi par l'arrêté royal du 14 janvier 1954, ne crée pas, au sein des services généraux, un service distinct chargé de la comptabilité (voir articles 2, 3, et 8, alinéa 1er). Il conviendrait donc, avant d'adopter le présent projet, de modifier le règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour ériger le service de comptabilité en un service distinct au sein de la direction générale des services généraux.

II. Selon les renseignements communiqués par le fonctionnaire désigné, pour pouvoir être promus au grade de rédacteur-comptable ou de commis-comptable, les agents doivent avoir deux ans d'ancienneté , selon le cas, dans le grade de rédacteur ou dans le grade de commis. Dans la pensée de l'administration, cette condition d'ancienneté résulte de plein droit de l'article 72 du statut, aux termes duquel : "Nul ne peut être promu à un grade supérieur s'il n'a deux années de fonctions dans son grade". Le Conseil d'Etat, section d'administration, a interprété cet article du statut en ce sens que c'est seulement pour être promu à un grade général supérieur qu'il faut avoir deux ans d'ancienneté dans le grade général immédiatement inférieur; la condition des deux ans d'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur n'est pas requise pour une promotion à un autre grade spécial rattaché au même grade général que le grade dont l'agent était déjà titulaire (arrêts du Conseil d'Etat du 18 février 1954, n° 3158; du 3 juin 1955, n°4325; du 19 juillet 1956, n°5293). Jusqu'ici aucune disposition n'a modifié expressément l'article 5 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories; au sein de la deuxième catégorie, il y a un seul grade général : celui de rédacteur, et au sein de la troisième catégorie, il n'y a également qu'un seul grade général : celui de commis.

Le grade spécial de rédacteur-comptable devrait donc être considéré comme appartenant, de même que le grade de rédacteur conçu comme un grade spécial, au grade général de rédacteur. Le grade spécial de

commis-comptable devrait être considéré de même que le grade de commis conçu comme un grade spécial, comme appartenant au grade général de commis. Dès lors, étant donné la jurisprudence du Conseil d'Etat, il est douteux que l'article 72 du statut ait pour effet d'imposer de plein droit deux ans d'ancienneté dans le grade de rédacteur pour la promotion au grade de rédacteur-comptable, et deux ans d'ancienneté dans le grade de commis pour la promotion au grade de commis-comptable. Pour écarter l'équivoque et éviter des difficultés lors de l'application des dispositions contenues au projet, la solution la plus sûre est de compléter les articles 2 et 4 et d'y énoncer de manière expresse la condition des deux ans d'ancienneté respectivement dans le grade de rédacteur et dans le grade de commis.

III. En son article 2, le projet déroge au statut des agents de l'Etat.

Le grade de rédacteur-comptable est classé par l'article 1er du projet en seconde catégorie. On sait que, pour l'avancement au sein de la seconde catégorie, les règles applicables sont les suivantes : aux termes de l'article 22, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939, il y a priorité absolue des agents ayant la mention de signalement "très bon"; à égalité de signalement, le classement est déterminé par l'ancienneté (article 22, alinéa 3). Le conseil de direction qui, en vertu de l'article 20, b, de

l'arrêté du 7 août 1939, est appelé à faire une proposition motivée au Ministre, doit donc tenir compte de la priorité résultant d'un signalement plus favorable et doit ensuite procéder à un classement des agents , classement pour lequel le conseil de direction est lié par l'ordre d'ancienneté des intéressés (Conseil d'Etat, arrêt du 12 décembre 1957, n°5914). Le Conseil d'Etat a décidé que le classement à l'ancienneté établi par le conseil de direction ne liait pas le Ministre investi du pouvoir de nommer (Conseil d'Etat, arrêt du 17 juillet 1952, n°1766; arrêt du 29 janvier 1959, n°6824).

L'article 2 du projet dispose que : "Le titulaire de ce grade (le grade de "rédacteur-comptable") est choisi sur avis du conseil de direction parmi les rédacteurs de la carrière de l'administration centrale en fonctions au service de la comptabilité".

Selon les explications données par le fonctionnaire désigné, le Gouvernement entend,par la disposition qui vient d'être reproduite, déroger aux règles du statut sur l'avancement. Les agents ayant le signalement "très bon" auront une priorité absolue. Mais,à égalité de signalement, le conseil de direction n'aura pas à établir un classement selon l'ordre d'ancienneté; il pourra apprécier librement la valeur et les aptitudes respectives des agents.

.../...

L'article 2 du projet déroge donc au statut des agents de l'Etat. Il appelle trois observations:

1° au préambule du projet, il y aurait lieu, pour satisfaire à l'article 116 du statut, d'introduire une motivation justifiant de manière spéciale la dérogation apportée aux règles sur l'avancement;

2° l'article 2 devrait être modifié de manière à indiquer de façon plus précise la dérogation qu'il apporte aux règles du statut sur l'avancement;

3° il y a une anomalie, -sur laquelle le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement -, à écarter les règles ordinaires du statut pour l'avancement au seul grade de rédacteur-comptable au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

On conçoit que des nécessités particulières exigent pour une catégorie d'agents un statut propre ou du moins un ensemble de dérogations établies à leur intention. On conçoit que l'on fixe des conditions particulières de nomination pour le grade de rédacteur-comptable, mais on n'aperçoit pas les raisons qui justifieraient une procédure spéciale pour l'avancement à ce grade.

.../...

Il semble que l'administration ait estimé que les règles ordinaires du statut relatives à l'avancement au sein de la deuxième catégorie étaient peu rationnelles et qu'elle ait voulu les écarter pour ce motif.

On peut sans doute reprocher un manque de cohérence aux règles fixées, en ce qui concerne l'avancement au sein de la seconde catégorie, par les articles 20 et 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Il est illogique, d'une part, de charger le conseil de direction de faire une proposition motivée et, d'autre part, de lier ce conseil en l'obligeant à suivre l'ordre résultant du signalement et, en cas d'égalité de signalement, l'ordre d'ancienneté. On conçoit mal qu'il soit fait appel à un collège de hauts fonctionnaires pour que celui-ci procède à un classement qu'il ne peut pas établir en faisant usage d'un pouvoir d'appréciation, mais où il est, au contraire, tenu par le critère purement objectif de l'ancienneté.

C'est sans doute pour échapper à ce reproche que l'article 2 du projet charge le conseil de direction, en cas d'égalité de signalement, d'émettre une appréciation et de proposer l'agent qu'il juge le plus apte.

Mais si les règles du statut relatives à l'avancement au sein de la deuxième catégorie apparaissent comme étant peu cohérentes, il incombe au Gouvernement de les modifier par des dispositions

générales. La solution qui consiste à multiplier les cas dans lesquels on y déroge, n'est aucunement adéquate; elle aboutit, en effet, à rendre plus complexe la réglementation relative aux agents et à énerver l'autorité du statut des agents de l'Etat.

Cette observation reste vraie même quand il s'agit d'agents de la carrière de l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. L'article 37 du statut du 25 avril 1956 prévoit sans doute des dérogations pour ces agents, mais celles-ci ne peuvent logiquement se justifier que par des nécessités particulières. Or, en l'espèce, on ne voit pas de motif pour admettre des règles spéciales de procédure pour l'avancement au grade de rédacteur-comptable. Les règles du statut du 2 octobre 1937 et de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur l'avancement sont écartées parce qu'elles sont jugées en elles-mêmes peu satisfaisantes. C'est donc le problème d'une modification de ces règles que le projet soulève.

\+

\+ +

A la suite de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

.../...

ARRETE ROYAL CLASSANT LES GRADES DE REDACTEUR-COMPTABLE ET DE COMMIS-COMPTABLE AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR ET REGLANT L'AVANCEMENT A CES GRADES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, notamment les articles 4 et 71 à 75;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories, modifié par l'arrêté royal du 27 janvier 1953;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, notamment les articles 20 à 23, modifiés par l'arrêté royal du 24 juin 1953;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment l'article 37;

.../...

Vu l'arrêté royal du 8 février 1958 portant fixation du cadre des fonctions du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Considérant qu'en raison du caractère spécialisé des fonctions correspondant aux grades de rédacteur-comptable et de commis-comptable, il y a lieu de réserver l'avancement à ces grades respectivement aux rédacteurs et aux commis attachés au service de la comptabilité de la direction générale des services généraux ;

Considérant qu'en vue d'assurer pour l'avancement au grade de rédacteur-comptable le choix le meilleur, il convient d'éclairer l'autorité investie du pouvoir de nommer, d'un avis du conseil de direction;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

... (texte du projet) ...

.../...

Article 2.-

Peuvent seuls être promus au grade de rédacteur comptable les rédacteurs de la carrière de l'administration centrale qui ont deux ans d'ancienneté dans ce grade et sont attachés au service de la comptabilité de la direction générale des services généraux.

Par dérogation à l'article 22, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939, en cas d'égalité de signalement, le conseil de direction propose, par un avis motivé, l'agent qu'il juge le plus apte.

Article 3.-

... (texte du projet) ...

Article 4.-

Peuvent seuls être promus au grade de commis-comptable les commis de la carrière de l'administration centrale qui ont deux ans d'ancienneté dans ce grade et sont attachés au service de la comptabilité de la direction générale des services généraux.

... (la suite comme au projet du gouvernement) ...

Het doel van het ontwerp is tweeërlei :

1° de graad van opsteller-rekenplichtige en de graad van klerk-rekenplichtige indelen in een der vier categorieën bedoeld in artikel 3 van het statuut van het Rijkspersoneel;

2° de bevordering tot deze twee graden regelen.

I. Waar het ontwerp bevordering tot opsteller-rekenplichtige en klerk-rekenplichtige weglegt voor personeelsleden die reeds werkzaam zijn bij de dienst der boekhouding van de algemene directie der algemene diensten, voert het, onder toepassing van artikel 21, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, terzake van bevordering een afsluiting in tussen evengenoemde dienst en de overige diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, vastgesteld door het koninklijk besluit van 14 januari 1954, heeft bij de algemene diensten geen afzonderlijke met de boekhouding belaste dienst ingesteld (zie de artikelen 2, 3 en 8, eerste lid). Alvorens het onderhavig ontwerp vast te stellen,zou men dus het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel zo moeten wijzigen dat de dienst der boekhouding een afzonderlijke dienst in de algemene directie der algemene diensten wordt.

.../...

II. Volgens de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, moeten personeelsleden die voor bevordering tot opsteller-rekenplichtige of tot klerk-rekenplichtige in aanmerking willen komen, twee jaar anciënniteit tellen in de graad van opsteller of in die van klerk, naar gelang van het geval. Volgens de administratie volgt deze anciënniteitsvoorwaarde rechtens uit artikel 72 van het statuut, dat luidt als volgt : "Niemand kan tot een hogere graad bevorderd worden, zo hij geen twee jaar dienst heeft in zijn graad". De Raad van State, afdeling administratie, heeft dit artikel van het statuut zo uitgelegd, dat men alleen, om tot een hogere algemene graad te worden bevorderd, twee jaar anciënniteit moet tellen in de onmiddellijk lagere graad; de eis, dat men twee jaar anciënniteit moet tellen in de onmiddellijk lagere graad, geldt niet voor bevordering tot een andere bijzondere graad in dezelfde algemene graad als het personeelslid reeds bekleedde (arresten van de Raad van State van 18 februari 1954, nr 3158; van 3 juni 1955, nr 4325; van 19 juli 1956, nr 5293). Tot dusver heeft geen enkele bepaling artikel 5 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het rijkspersoneel uitdrukkelijk gewijzigd. In de tweede categorie is er slechts één algemene graad : die van opsteller. Ook in de derde categorie is er slechts één algemene graad : die van klerk.

De bijzondere graad van opsteller-rekenplichtige zou dus moeten worden aangemerkt, zoals de graad van opsteller, wanneer deze als een bijzondere graad wordt opgevat, als te behoren tot de algemene graad van opsteller. De bijzondere graad van klerk-rekenplichtige zou, zoals de graad van klerk, wanneer deze

.../...

als een bijzondere graad wordt opgevat, moeten worden aangemerkt als te behoren tot de algemene graad van klerk. Gelet op de rechtspraak van de Raad van State is het derhalve niet zeker, dat artikel 72 van het statuut tot gevolg heeft, dat van rechtswege twee jaar anciënniteit is vereist in de graad van opsteller om tot opsteller-rekenplichtige te worden bevorderd, en twee jaar anciënniteit als klerk om tot klerk-rekenplichtige te worden bevorderd. Om dubbelzinnigheid en moeilijkheden bij de toepassing van de bepalingen van het ontwerp uit de weg te gaan, is de veiligste oplossing de artikelen 2 en 4 aan te vullen, namelijk er uitdrukkelijk te bepalen, dat twee jaar anciënniteit is vereist onderscheidenlijk in de graad van opsteller en in de graad van klerk.

III. Artikel 2 van het ontwerp wijkt af van het statuut van het Rijkspersoneel.

Artikel 1 van het ontwerp deelt de graad van opsteller-rekenplichtige in de tweede categorie in. Voor bevordering in de tweede categorie nu gelden de volgende regels : luidens artikel 22, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 verleent de toekenning van het signalement "zeer goed" volstrekte prioriteit voor bevordering tot een hogere graad; bij gelijk signalement wordt de rangschikking bepaald door de anciënniteit (artikel 22, derde lid). De directieraad die, krachtens artikel 20, b, van het besluit van 7 augustus 1939 aan de Minister een gemotiveerde voordracht behoort te doen, moet dus rekening houden met de prioriteit ingevolge een gunstiger signalement, en moet de personeelsleden vervolgens rangschikken. Bij

.../...

die rangschikking is de directieraad gebonden door de anciënniteitsvolgorde van de betrokkenen (Raad van State, arrest van 12 december 1957, nr 5914). De Raad van State heeft beslist dat de rangschikking volgens anciënniteit, zoals deze door de directieraad is opgemaakt, de benoemende Minister niet bindt (Raad van State, arrest van 17 juli 1952, nr 1766; arrest van 29 januari 1959, nr 6824).

Artikel 2 van het ontwerp zegt : "De titularis van deze graad (de graad van opsteller-rekenplichtige) wordt, op advies van de directieraad, gekozen uit de opstellers van de carrière hoofdbestuur, in functie bij de dienst der boekhouding".

Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, wil de Regering door de zoëven aangehaalde bepaling afwijken van de regels inzake bevordering van het statuut. Personeelsleden met het signalement "zeer goed" zullen volstrekte prioriteit hebben, maar, bij gelijk signalement, zal de directieraad geen rangschikking volgens de anciënniteit moeten opmaken; hij zal vrij kunnen oordelen over de respectieve waarde en geschiktheid van de personeelsleden.

Artikel 2 van het ontwerp wijkt dus af van het statuut van het Rijkspersoneel. Bij dit artikel zijn drie opmerkingen te maken :

.../...

1° ter voldoening aan artikel 116 van het statuut moet in de aanhef van het ontwerp een motivering worden ingevoegd die op bijzondere wijze de afwijking van de regels inzake bevordering verantwoordt;

2° artikel 2 zou zo moeten worden gewijzigd, dat de afwijking van de regels inzake bevordering duidelijker tot uiting komt;

3° het is niet normaal, - en hierop meent de Raad van State de aandacht van de Regering te moeten vestigen -, dat de gewone regels van het statuut voor bevordering tot de graad van opsteller-rekenplichtige bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, en alleen daarvoor over het hoofd worden gezien.

Wel kan worden aangenomen, dat bijzondere omstandigheden ten behoeve van een bepaalde categorie van het personeel een eigen statuut of althans een reeks afwijkingen noodzakelijk maken. Ook kan worden aangenomen, dat bijzondere voorwaarden worden gesteld voor de benoeming tot opsteller-rekenplichtige, maar het is niet duidelijk waarom een bijzondere procedure inzake bevordering tot die graad nodig zou zijn.

De administratie schijnt de gewone regels van het statuut inzake bevordering in de tweede categorie weinig rationeel te hebben geacht en ze daarom terzijde te hebben willen laten.

.../...

Voorzeker kan aan de regels van de artikelen 20 en 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de bevordering in de tweede categorie een gebrek aan samenhang worden verweten. Het is onlogisch enerzijds de directieraad te verplichten een gemotiveerde voordracht te doen en hem, anderzijds, te binden door hem te verplichten de volgorde van het signalement en, bij gelijk signalement, de anciënniteitsvolgorde in acht te nemen. Bezwaarlijk kan worden aangenomen, dat op een college van hoge ambtenaren een beroep wordt gedaan om een rangschikking op te maken, niet naar eigen beoordeling, maar integendeel volgens de zuiver objectieve maatstaf van de anciënniteit.

Ongetwijfeld om dit verwijt te ontgaan, gelast artikel 2 van het ontwerp de directieraad bij gelijk signalement zelf te oordelen en het meest geschikt bevonden personeelslid voor te dragen.

Wanneer echter de regels van het statuut betreffende de bevordering in de tweede categorie een gemis aan samenhang vertonen, behoort de Regering ze door algemene bepalingen te wijzigen. Het vermenigvuldigen van afwijkingsgevallen is geen aanbevelenswaardige oplossing; ze maakt immers de voor de personeelsleden geldende reglementering steeds ingewikkelder en vermindert het gezag van het statuut van het Rijkspersoneel.

Deze opmerking blijft waar, ook wanneer het personeelsleden van de carrière hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel betreft. Artikel 37 van het statuut van 25 april

.../...

1956 bevat ongetwijfeld afwijkingen ten aanzien van deze personeelsleden, maar logischerwijze zijn ze alleen op grond van bijzondere behoeften te verantwoorden. In dit geval is er geen reden voor de bevordering tot opsteller-rekenplichtige om bijzondere procedureregelen te aanvaarden. De regels van het statuut van 2 oktober 1937 en van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de bevordering worden over het hoofd gezien omdat zij op zichzelf weinig bevredigend worden geacht.

Het probleem van een wijziging van deze regels wordt dus door het ontwerp gesteld.

\+

\+ +

Na deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT TOT INDELING VAN DE GRADEN VAN OPSTELLER-REKENPLICHTIGE EN KLERK-REKENPLICHTIGE BIJ HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL EN TOT REGELING VAN DE BEVORDERING TOT DIE GRADEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 4 en 71 tot 75;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 januari 1953;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 20 tot 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1953;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1958 houdende vaststelling van het kader der betrekkingen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel;

Overwegende dat de ambten die overeenstemmen met de graden van opsteller-rekenplichtige en klerk-rekenplichtige zo gespecialiseerd zijn, dat de bevordering tot die graden onderscheidenlijk dient te worden voorbehouden voor opstellers en klerken die aan de dienst der boekhouding van de algemene directie der algemene diensten zijn verbonden ;

Overwegende dat, opdat de beste keuze bij een bevordering tot opsteller-rekenplichtige gewaarborgd wordt, de benoemende overheid door een advies van de directieraad dient te worden voorgelicht;

..../....

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Buitenlandse Handel, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

... (tekst van het ontwerp) ...

Artikel 2.-

Tot opsteller-rekenplichtige kunnen alleen worden bevorderd opstellers van de carrière hoofdbestuur die twee jaar anciënniteit tellen in die graad en verbonden zijn aan de dienst der boekhouding van de algemene directie der algemene diensten.

In afwijking van artikel 22, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 stelt de directieraad, bij gelijk signalement, in een gemotiveerd advies het personeelslid voor dat hij het meest geschikt acht.

Artikel 3.-

.... (tekst van het ontwerp) ....

Artikel 4.-

Tot klerk-rekenplichtige kunnen alleen worden bevorderd klerken van de carrière hoofdbestuur die twee jaar anciënniteit tellen in die graad en verbonden zijn aan de dienst der boekhouding van de algemene directie der algemene diensten.

...(verder zoals in het ontwerp van de Regering) ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.